

« NÈGRES »

Ces BILLETS n'évoquent que succinctement la mise en examen de la politique africaine de la France (les 8 et 9 novembre à Biarritz, en même temps que le Sommet franco-africain) : il y aurait trop à dire de cette instruction, passionnante de bout en bout. Seuls des Actes peuvent en rendre compte : ils seront édités très prochainement¹.

Au fil des témoignages, nous avons acquis cette conviction : nous aurions tout à gagner à travailler plus étroitement avec nos homologues et amis africains - ceux qui se battent pour que les comportements politiques méprisent moins les grands principes auxquels la plupart de nos États souscrivent.

Certaines analogies sont frappantes. Nous comparions avec des participants zairois les rhétoriques des présidents Mitterrand et Mobutu. Leurs discours respectifs sont magnifiques. Ni l'un ni l'autre ne se privent d'embaucher, permettez l'expression, les meilleurs nègres - d'Érik Orsenna pour le discours de La Baule aux plus brillants intellectuels zairois. Leurs incantations admirables pourraient nous faire croire au paradis sur terre. En même temps, le décalage ne cesse de s'accroître entre ces discours et les réalités.

Décrypter ce double langage mystificateur, qui cuit à petit feu l'esprit critique des auditeurs - voire de ceux-là même qui le profèrent, c'est un travail que nous pouvons partager. Nous avons besoin de toutes nos ressources mutuelles de ruse et d'humour pour renouveler et garantir, dans nos sociétés, un minimum de visibilité et de règles acceptables.

1. Chez Karthala. Ils peuvent être commandés à Survie au prix de 90 francs.

SALVES

Huchon, démission !

La mission militaire du ministère de la Coopération est dirigée par le général Jean-Pierre Huchon - qui fut, jusqu'au début 1993, le n° 2 de l'état-major de l'Élysée. Il y « géra », entre autres, l'alliance franco-rwandaise. Du 9 au 13 mai 1994, plus d'un mois après le déclenchement du génocide, il accueillait rue Monsieur l'adjoint du chef d'état-major des FAR (les Forces armées rwandaises, vouées au *Hutu power*), Efreem Rwabalinda. Ce dernier a récapitulé, dans un document retrouvé à Kigali, le soutien obtenu : armes, logistique, instructeurs, actions « *coups de main* », recours à des troupes étrangères (régulières ou non), matériel de communication cryptée.

Et il résume ainsi l'avis du général Huchon : « *Il faut sans tarder fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda, de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda et pouvoir reprendre la coopération bilatérale [...]. Si rien n'est fait pour retourner l'image du pays à l'extérieur, les responsables militaires et politiques du Rwanda seront tenus pour responsables des massacres commis* ». (D'après le témoignage de Colette Braeckman à Biarritz. Le document est cité dans son livre Rwanda : Histoire d'un génocide, Fayard).

Comme nombre d'officiers français reconvertis dans le conseil aux dictateurs africains, le général Huchon gagnerait à quitter la rue Monsieur pour devenir, à Goma, conseiller de communication du *Hutu power*.

Sainte-Agathe

Rappelez-vous cette scène touchante : la veuve du Président rwandais Habyarimana, rapatriée à Paris par l'armée française, recevait, avec les fleurs de François Mitterrand, un pécule de 200 000 francs prélevé sur le budget de la Coopération, puis obtenait le transfert en France des 60 enfants de l'orphelinat *Sainte-Agathe*, qu'elle patronnait. Des journalistes s'étaient étonnés à l'époque du nombre impressionnant (34) de leurs « accompagnateurs », et de l'allure de certains d'entre eux : sans doute un lot de personnages peu recommandables, soustraits aux repréailles ou exfiltrés en vue d'opérations futures. Ce que l'on ignorait - mais que les organisateurs français de ce curieux vol humanitaire savaient forcément -, c'est qu'avant cet escamotage un parent d'Agathe avait introduit des miliciens et des gardes présidentiels, qui ont massacré sept authentiques employés de l'orphelinat.

Juvénal Habyarimana était considéré comme un « saint » dans certains milieux belges. La mise à mort par ses soldats de dix Casques bleus belges a un peu défrisé cette dévotion. Surtout lorsque la presse fit état de témoignages selon lesquels leur exécution aurait été ordonnée par sa veuve Agathe - dont la famille est au cœur du *Hutu power*. Si Sainte Agathe il doit y avoir, nous préférerions le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana, que la Garde présidentielle massacra à l'aube du 7 avril. Tel n'est pas le choix de François Mitterrand. Selon le nouveau ministre de la Coopération Bernard Debré, si « *la politique française à l'égard du Rwanda est difficile à cerner [...], c'est que l'Élysée, le président Mitterrand, est très attaché à l'ancien président Habyarimana et sa famille, et à tout ce qu'était l'ancien régime* ». (RFI, 18/11/1994).

Alain Juppé a précisé que le nouveau ministre n'avait pas eu le temps d'« étudier le dossier » - c'est-à-dire de s'allonger, avec tous les poids lourds de la cohabitation, sur l'édrédon consensuel qui étouffe le génocide et ses rescapés. Mais, non content de sa « gaffe », B. Debré a carrément « débloqué »... les fonds à Kigali. (p. 2).

Wanted

C'est plutôt un tapis douillet que la France déploie sous les pas des responsables du génocide. En septembre, elle a reçu Mathieu Ngirumpatse, président du MRND (l'ancien parti unique). Responsable à ce titre des milices *Interahamwe*, il a fait publiquement l'apologie des tueries. Il a déclaré le 7 octobre : « *Tous les gouvernements ne sont pas nos ennemis. Nous avons encore des amis qui comprennent nos problèmes, nous avons été victimes d'un malentendu* ». (AFP)

Quant à Jérôme Bicomupaka, « ministre des affaires étrangères du gouvernement rwandais en exil », il s'est vanté d'avoir été reçu officiellement en France début novembre. On y partagerait son point de vue sur le contrôle des camps de réfugiés par ce « gouvernement » (*Libération*, 23/11/1994).

Plan Maréchal

Lors de son discours du 8 novembre au Sommet de Biarritz, Omar Bongo, placé entre le maréchal Mobutu et François Mitterrand, a demandé un « *plan Maréchal* » pour l'Afrique. A-t-il confondu Biarritz et Vichy ? À moins que la ferveur francophone ambiante ne l'ait incité à franciser le nom du père du plan Marshall ?

Prestations

Le 8 novembre « *un Rwandais tout à fait fiable, qui revenait de Goma depuis deux jours, m'a parlé d'un colonel français en train de collaborer avec les militaires rwandais* ». (Alison Desforges, de Human Rights Watch/Africa, lors de la mise en examen de Biarritz).

Selon les « services » des Nations unies, la DGSE utiliserait des entreprises françaises « amies » pour continuer de ravitailler les ex-FAR. Des munitions ont été découvertes dans des colis de médicaments.

Valises

La dévaluation du CFA, on s'en souvient, avait été provoquée entre autres par l'essor des « charters » de valises à billets Afrique-Suisse. Michel Roussin, chargé de faire accepter la sanction par les chefs d'État africains réunis à Dakar, y avait évoqué crûment la « *valse des mallettes* ». À Biarritz, ces éminences se sont délectées à la lecture des journaux, dépeignant leur gendarme - dans son ancien rôle de directeur de cabinet du maire de Paris - en chef réceptionniste d'une noria de valises d'argent occulte, alimentée par un vaste réseau francilien de fausse facturation, à ramification ivoirienne (cf. *Billets* n° 16).

Les mêmes éminences s'amusaient fort de la gaffe du député Patrick Balkany, vendant la mèche de la candidature d'Édouard Balladur à l'élection présidentielle. Ceux qui ont en tête la géographie de l'« argent noir » ne s'étonnent pas, dans ce contexte, des étapes (Cameroun, Zaïre, Gabon) de la tournée discrète que l'estafette Balkany a récemment effectuée en Afrique pour le compte du vrai-faux candidat. Que celui-ci éprouve le besoin de se faire « soutenir » par ces bastions de la Françafrique ne rassure guère sur sa volonté de la découdre (*Libération*, 10/11/1994).

Tchad

Dans un contexte explosif, la Conférence nationale tchadienne avait réussi à poser les bases d'une réconciliation inespérée entre populations du Nord et du Sud, toutes excédées par les exploits indéfinis des « seigneurs de la guerre ». Mais la France, qui a vraiment très peu l'habitude, en Afrique, de traiter avec les représentants de la société civile, est tentée d'en rester aux tractations avec les chefs de guerre - auprès desquels elle pourrait monnayer la présence *exploratoire* d'Elf. Société civile ou guerre civile : France, choisis ton camp !

Reconstruire

Une conférence tout à fait inédite s'est tenue fin octobre à Kigali, à l'initiative des ligues ou associations rwandaises des droits de l'Homme et de la Fondation pour le progrès de l'homme : 250 personnes d'horizons très divers ont passé une semaine à rechercher les moyens de la reconstruction et la réconciliation nationales, à jeter les bases d'une paix durable. Ils étaient aidés par une trentaine d'invités de Colombie, Zimbabwe, Afrique du Sud, Cambodge, Palestine,... venus apporter leur expérience de construction de la paix. Entendra-t-on davantage cette *Université* de paix que Radio-la-haine ?

SUD : signature du bail

La coordination SUD (Solidarité, Urgence, Développement), qui regroupe les OSI (ou ONG) des trois principaux collectifs (CLONG-Volontariat, CRID et Forum d'Agen), s'installe 12 passage Dubail, Paris 10^e. Longue vie à cette « agence de coopération des OSI » !

Viva Espana

Une salve pour Pablo Osés et nos amis espagnols de la *Plate-forme du 0,7 % du PIB pour les pays pauvres* qui, grâce à une grève de la faim, puis une exceptionnelle mobilisation de l'opinion (plusieurs milliers de campeurs sur l'artère principale de Madrid), bousculent la politique espagnole de Coopération - obtenant le soutien de nombreuses personnalités, villes, régions, et même du roi Juan Carlos dans leur bras de fer avec un gouvernement timoré.

Rectificatif : Un lecteur des Hauts-de-Seine a trouvé mention de projets de *Coopération* 92 hors Gabon. On aimerait en savoir plus...

ILS ONT DIT

« Voulez-vous dire que le génocide s'est arrêté après la victoire des Tutsis ? Je m'interroge aussi... » (**François MITTERRAND** à Biarritz, le 09/11/1994. Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry lui avait demandé pourquoi, la version écrite du discours présidentiel parlait de « *génocides* » au pluriel).

« Il y a encore des exactions commises dont les responsabilités ne sont pas clairement établies. Dans ce contexte, inviter les représentants du nouveau pouvoir [rwandais] n'aurait pas été décent » (**Michel ROUSSIN**, cité par *Le Figaro* du 10/11/1994).

[Selon le critère roussinien, quel pays aurait pu venir à Biarritz ? On appréciera aussi que la France donne, sur ce sujet, des leçons de décence.]

« Au besoin par la force, ils [les responsables de l'ancien régime rwandais] s'assurent que les réfugiés ne rentrent pas au Rwanda [...]. Il y a des raisons de croire que ces éléments préparent une invasion armée du Rwanda et qu'à cette fin ils stockent et vendent la nourriture qui leur est distribuée » (**Boutros BOUTROS-GHALI**, 21/11/1994).

« La France a mis son veto à un projet de subvention par l'Union européenne au gouvernement rwandais... [...] Les chances de succès de ce processus de transition que conduit le FPR sont fragiles. Mais ce gouvernement à base élargie reste dans l'épure d'Arusha. Notre aide est attendue. La venue à Biarritz au dix-huitième sommet franco-africain d'une représentation rwandaise aurait été hautement souhaitable. [...] Il ne conviendrait pas que la France manquât ce nouveau rendez-vous de la solidarité des pays riches » (**Guy PENNE**, ancien conseiller pour les affaires africaines de François Mitterrand, in *Le Monde* du 11/11/1994).

Dernière heure : La France cède. L'Europe soutient Kigali.

L'étranglement du gouvernement rwandais orchestré par la Françafrique de papa - qui soutient dans l'ombre les revanchards du *Hutu power* - a cédé sous un sursaut de dignité : le 25/11/1994, le conseil des ministres européens de la Coopération a débloqué une première aide de 67 millions d'Écus, et décidé l'envoi d'observateurs.

Interview de **Jean-François BAYART**, Directeur du Centre d'études des relations internationales (CERI), dans *L'Express* du 10/11/1994 :

Question : « La grand-messe de Biarritz a-t-elle valeur de testament ? »

- « Quel testament ? Il serait imprésentable. Ce sommet [...] relève plutôt d'un rituel funéraire. On y aura enterré un certain type de relations entre la France et le continent africain. Biarritz consacre en fait l'échec de Mitterrand. Il avait en main de formidables atouts. Tous gâchés. [...] Pour l'Afrique, on assiste à la résurrection d'une vision archaïque ancrée dans les années 50. »

Q. - « Ce 18^e sommet sonne-t-il, pour vous, le glas de la démocratie ? »

- « À Biarritz, le Togolais Eyadema et le Zaïrois Mobutu auront tenu les cordons du poêle. À Kinshasa, le phénix autoritaire renaît de ses cendres. Et l'on découvre un bien vilain volatile : hier "kleptocrate", aujourd'hui criminel. On tue les journalistes malpensants, on tue pour la maîtrise du trafic de drogue ou de diamants. »

Q. - « Les « candidats » à l'Élysée ont-ils de ce dossier une autre vision ? »

- « Édouard Balladur se moque de l'Afrique - boulet dont il aimerait se débarrasser. Son seul vœu est que le chaudron ne saute pas avant l'élection présidentielle. Mais il est trop tard pour un désengagement. Si on lâche ce continent, il ne tardera pas à se rappeler à notre bon souvenir. [...] »

Q. - « Jacques Chirac ? »

- « Lui, c'est l'Afrique du clientélisme pétrolier. Dans la guerre qui l'oppose à Balladur, on néglige trop le volet africain. [...] La nomination de Philippe Jaffré à la tête d'Elf affaiblit son emprise. Si la ligne Pasqua prévaut, on assistera alors à la reconstitution d'un clientélisme classique, propice à la criminalisation des régimes autoritaires rénovés. Certains donnent dans le blanchiment de l'argent de la drogue, le contrôle ici des casinos, là de l'émeraude. Jacques Delors, lui, aurait sans doute une authentique vision stratégique. De plus, il serait, de par son expérience bruxelloise, en mesure de « vendre » à nos partenaires européens, rétifs à toute association avec une France discréditée. »

[Concernant Charles Pasqua, principal avocat de la réhabilitation de Mobutu, on ne saurait être plus explicite. Antoine Glaser et Stephen Smith signalent, dans *L'Afrique sans Africains*, le contrôle des casinos par les amis corses. Colette Braeckman a expliqué à Biarritz (cf. les Actes de la « mise en examen ») ce que couvrait de trafics internationaux, à grande échelle, l'« anarchie » zaïroise].

« Nous détenons 92 % du marché des pays francophones pour la bière, mais aussi les soft-drinks ». (**Pierre CASTEL**, à la tête du groupe du même nom, in *Sud-Ouest* du 07/11/1994).

[Un score digne des « démocraties populaires » ! *Le quotidien* ajoute : « S'il tutoie plusieurs chefs d'État africains, il ne fait pas de politique »].

À FLEUR DE PRESSE

La Croix, Situation explosive dans les camps, 29/10/1994 (Maria MALAGARDIS) : « Samedi dernier, le chef d'état-major de cette armée en déroute [les FAR], le général Augustin Bizimungu, affirmait que ses troupes étaient prêtes à relancer la guerre civile au Rwanda et a assuré disposer d'armes en quantité suffisante pour monter une attaque. Un autre haut responsable du régime déchu, Mathieu Ndirimpatshe, chef de l'ancien parti unique, a révélé que les troupes des FAR sont en train de se transformer en guérilla dans l'intention de déstabiliser le nouveau régime de Kigali. »

The Washington Post, Le prochain cauchemar du Rwanda, 20/11/1994 (Kathi AUSTIN) : « Près d'1,5 milliards de \$ de la communauté internationale sont venus financer une opération massive de secours aux réfugiés. Parti d'une bonne intention, cet argent aide maintenant au regroupement de l'armée hutue vaincue. Pendant ce temps, pas un centime d'aide étrangère n'a été fourni au nouveau gouvernement rwandais, ce membre reconnu des Nations unies - ni pour sa reconstruction, ni pour sa sécurité. [...]

La France et les Nations unies ont ostensiblement réhabilité le régime de Mobutu pour qu'il les assiste lors de la crise humanitaire. Les forces zaïroises entraînent maintenant les soldats hutus, selon Tadele Slassie, le commandant en chef des Nations unies dans la région. [...] Les restes du régime hutu vaincu considèrent les camps comme une base de pouvoir sur laquelle s'appuyer pour faire pression sur le gouvernement de Kigali - distant de moins de 200 km. Les chefs politiques se servent des

camps comme d'estrades, leur permettant de contrôler le sort de centaines de milliers d'âmes. Les officiers se servent des camps pour l'entraînement ; ils y accumulent armes et fournitures. Le fait d'avoir été capables de tuer près d'un demi-million de personnes les a encouragés à continuer leur guerre d'intimidation, de terreur et de meurtre. [...]

Le problème fondamental des civils réfugiés et de la population du Rwanda est la sécurité. Si vous demandez aux gens ce qu'ils veulent le plus, ce dont ils ont le plus besoin pour reconstruire leurs vies, ils ne vous parlent pas d'abris en plastique ou de nourriture. Ils veulent être protégés, ils veulent le rétablissement de la loi et de l'ordre, ils veulent un tribunal ou un système de justice qui permette de séparer les coupables des innocents, et de punir les premiers. [...] Cependant, l'Occident essaie de leur imposer des modèles occidentaux de traitement du génocide, comme d'installer à La Haye, loin de la vie réelle des Rwandais, une commission des crimes de guerre.

Le nouveau gouvernement rwandais a besoin que les civils réfugiés reviennent au pays, pour le reconstruire et prévenir sa déstabilisation [...]. Les chefs extrémistes, les miliciens et les militaires de l'ancien régime, en sécurité dans les camps, empêchent ce retour. La terreur reviendra d'autant plus probablement au Rwanda qu'ils y réussiront durablement. »

Témoignage chrétien, Burundi. Massacres sur l'agenda, 28/10/1994 (Marie-Agnès LEPLAIDEUR et F.D.) : « Les fonctionnaires hutus craignent pour leur vie [...]. Députés, ministres, simples fonctionnaires mais aussi élèves et étudiants, évitent de rester à Bujumbura en fin d'après-midi. C'est l'heure où miliciens et militaires [tutsis] commencent à tuer. Une fois qu'ils ont bien bu, fumé du chanvre ou pris de la cocaïne, ils descendent en groupes de 200 dans les quartiers pour chasser les Hutus. "On va attraper les marchandises sensibles [les Hutus]", disent-ils. Régulièrement, des explosions de violence plus fortes secouent la ville. [...] [Certains groupes extrémistes tutsis au Burundi n'ont pas grand-chose à envier au Hutu power - qui a lui-même son équivalent burundais...]

Léonard Nyangoma, ministre d'État chargé de l'Intérieur et de la Sécurité publique au Burundi jusqu'au récent changement de gouvernement détaille "le plan et les dispositifs tactiques" visant à "en découdre une fois pour toutes avec les Tutsis en écartant tous les Hutus qui nous ont trahis [...]. Considérant que le Burundi n'appartient guère aux Tutsis et que, de ce fait, toute cohabitation est impossible ; considérant que les Tutsis constituent un danger pour notre peuple hutu au Burundi et qu'il faut absolument en découdre une fois pour toutes avec cette race... Chaque Hutu devra abattre au minimum cinq Tutsis. C'est le seul moyen d'honorer les mémoires de nos ancêtres qui ont été asservis de longues années au Burundi [...]. Les hostilités sont prévues le 30 novembre 1994 à minuit à partir de la province de Cibitoke [...]". On ose espérer que la France mettra tout en œuvre pour éviter un prochain génocide et ne pas se contenter du rôle de fossoyeur. »

Le Monde, Un non-invité de marque : le Rwanda, 08/11/1994 (Marie-Pierre SUBTIL) : « [...] Ne pas inviter Kigali revient à ne pas reconnaître le nouveau gouvernement ; de là à toujours reconnaître les représentants de l'ancien - responsables du génocide -, il n'y a qu'un pas que bien des Africains, Rwandais en tête, ne manqueront pas de franchir [...]. Pas question d'aider Kigali pour l'instant : "Il faut qu'ils fassent leurs preuves". Sans moyens, tenus dans une suspicion qui ne peut que renforcer les extrémistes, "ils" n'ont effectivement pu faire leurs preuves depuis quatre mois qu'"ils" sont au pouvoir. Les Mobutu, Eyadema et autres Bongo invités au sommet auraient-ils, en près de trois décennies, fait les leurs ? »

Libération, 07/11/1994, p. 6 (Stephen SMITH) : « [...] La "cellule africaine" a travaillé dans l'improvisation : d'où le recours, notamment du temps de Jean-Christophe Mitterrand, aux "réseaux" d'amitié, au court-circuit des relations "personnalisées" avec tout ce que cela implique de contreparties et de compromissions. Les "frères de lumière" de la franc-maçonnerie, les "relais" dans le négoce des matières premières, les *missi dominici* de la diplomatie parallèle, les "barbouzes" des services secrets et, partout, les "amis" bien placés, voilà le "dispositif" français en Afrique du temps de François Mitterrand. [...] En deux septennats, le Président n'a rien entrepris pour changer la grammaire des relations franco-africaines : leur syntaxe clientéliste, leur déclinaison néocoloniale des attributs de souveraineté, leur style inaltérablement familier. [...]

Les services secrets français ont demandé au président Mobutu d'accorder un droit de passage aux troupes gouvernementales soudanaises qui tentent d'investir le dernier réduit des rebelles sudistes de John Garang. [...] [Ce] droit de passage, déjà sollicité par les services secrets français en République centrafricaine, a été négocié entre Kinshasa et Khartoum depuis le mois de février. C'est alors que le chef d'état-major de l'armée zaïroise, le général Eluki, s'est rendu dans la capitale soudanaise, suivi il y a trois mois par le ministre de la Défense, l'amiral Mawua, lui-même ancien agent secret et également très proche de Mobutu.

Selon nos informations, le commandant militaire du Haut-Zaïre, le général de brigade N'Guala, a ensuite reçu l'ordre de la présidence de ne pas empêcher le transit des troupes de Khartoum cherchant à prendre à revers les rebelles soudanais. "Constatez et faites rapport" lui a enjoint un message crypté. »

[Ajoutons à ce tableau l'incroyable soutien du « bras droit » militaire de François Mitterrand, le général Huchon, à l'armée du génocide rwandais, un mois après le déclenchement de celui-ci, et ces phrases extraites du dernier livre de Stephen Smith : « La France est un gros caïman dans les petits marigots africains. Rien ne lui échappe ». On aura alors beaucoup de mal à comprendre comment, dans la même page de Libération, Stephen Smith qualifie notre démarche d'« autoflagellation » et reproche à notre « mise en examen » de « faire passer tout responsable de la politique africaine de la France de ces dix dernières années pour soit un affairiste, soit un criminel de guerre ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que les affairistes, et même les criminels de guerre, n'ont pas manqué. Pas moins que les responsables ou les complices de la rafle du Vel d'Hiv, en 1954, dans le cabinet du ministre de l'Intérieur François Mitterrand.

Fasciné, malgré tout, par celui qu'il appelle « Mitterrand l'Africain », Stephen Smith nous reproche d'ignorer les Africains. Désespéré - il y a de quoi - par ce qu'il observe quotidiennement dans le cercle délégué de la Françafrique, il n'imagine plus que des Blancs puissent s'intéresser à l'Afrique pour des raisons autres que morbides. Fréquentant d'autres Blancs et d'autres Africains que les « huiles » de Biarritz, et donc moins désespérés, nous ne nous contentons pas du non-engagement, du « désamour » que revendique le coauteur de L'Afrique sans Africains. C'est aussi respecter les Africains que de contester, ici, un dispositif qui les écrase de son mépris, un néocolonialisme caricatural en pleine dérive mafieuse].

LE PLAIDOYER DE L'ÉLYSÉE...

Le « château » s'est cru obligé de diffuser, à Biarritz, 18 pages d'argumentaire contre les attaques dont fait l'objet sa politique africaine. Extraits :

« Le succès de l'opération Turquoise a fait justice de bien des accusations sommaires lancées contre l'action de la France au Rwanda. Par une étrange perversion de l'esprit, la France a été désignée, dans certains milieux, comme responsable de la tragédie rwandaise, alors qu'elle a été le seul pays à tout mettre en œuvre, depuis des années, pour la prévenir et en atténuer les effets. [...] Le 6 avril 1994 [...], le Rwanda est entré dans la spirale de l'horreur qui avait été évitée aussi longtemps que s'était maintenue une présence militaire française. [...] Le Président de la République a jugé qu'il était du devoir de la France, au nom de considérations morales et de la solidarité avec nos partenaires d'Afrique, de ne pas laisser un nouveau génocide s'accomplir. [...] La démocratie qu'on nous annonçait ne règne toujours pas à Kigali [...] Il n'y avait donc pas les bons et les méchants, les massacreurs et les libérateurs, cette vision manichéenne au nom de laquelle on a indignement caricaturé l'action de la France. [...]

Les pays qui ont le plus besoin d'aide sont souvent ceux qui ont le moins de capacités pour la gérer. Faut-il les abandonner pour autant ? À ce compte, on finira par n'aider que les pays parfaitement démocratiques et vertueux, où sont bannis tout gaspillage et toute corruption. Le Danemark, peut-être ? [...]

À trop vouloir prouver, on risque de décourager les Français, déjà réservés à l'égard de l'Afrique, de s'y intéresser. La boucle serait ainsi bouclée. Le moralisme rejoindrait le cartiérisme. [...] Eh bien, il y a aujourd'hui en France une volonté de s'opposer à cet abandon déguisé et de maintenir le cap de la politique africaine. Car, ainsi que l'écrivait F. Mitterrand en 1986, "sans se prévaloir d'aucune mission officielle, la France représente pour une grande partie du continent africain un facteur incomparable d'équilibre et de progrès". [...]

Autre idée tenace : l'aide publique française enrichit les dirigeants africains. Outre le profond mépris de l'Afrique que véhicule ce message, il constitue un amalgame [...] sommaire. L'origine de la fortune souvent colossale de certains dirigeants africains, mais aussi de certaines notabilités politiques ou religieuses, ou de grands négociants (pas tous africains) est bien connue. Il s'agit pour l'essentiel de prélèvements sur les gros contrats de fournitures et de travaux traités directement avec les entreprises prestataires ; des emprunts faits auprès des systèmes bancaires locaux et jamais remboursés ; mais surtout des ponctions faites sur les filières de commercialisation, d'exportation ou d'importation, légales ou, plus souvent, frauduleuses. Les fuites de capitaux des pays de la zone franc vers l'Europe [...] ont été le fait de possédants, parmi lesquels figurent bien sûr certains dirigeants, mais n'ont aucun lien (hors la fongibilité de la masse monétaire) avec l'aide publique. »

[Aucun des encaisseurs de l'aide, bien sûr, ne pratique le mélange des genres, aucun des circuits évoqués ne communique avec les autres... Merci, en tout cas, de nous en livrer les plans].

Le Nouvel Observateur, Afrique : photo d'Afrique avec taches, 10/11/1994 (Laurent BIJARD) : « [...] Mobutu Sese Seko est redevenu un vieux monsieur fréquentable. [...] Oubliées, sa kleptocratie au Zaïre - un des plus grands hold-up de tous les temps -, sa dictature de trente ans et ses innombrables victimes [...]. Le vieux crocodile doit sa résurrection en grande partie à l'opération Turquoise, qui dut établir ses bases d'appui au Zaïre, et au service qu'il rend à Paris en laissant passer les soldats de Khartoum pour pilonner la résistance chrétienne du Sud-Soudan, en échange du terroriste Carlos. En outre, Kinshasa permet de verrouiller l'Ouganda et le Rwanda anglophones déclarés ennemis du pré carré français. Cela vaut bien une poignée de main à Biarritz. »

Le Soir (Bruxelles), Sommet et contre-sommet à Biarritz, 10/11/1994 (Colette BRAECKMAN) : « Alors que les rafales de pluie frappaient palaces et casinos, les critiques se sont multipliées à l'encontre de la politique africaine de la France : un contre-sommet destiné à « mettre en examen » les relations très particulières entre Paris et le continent noir a fait salle comble [...], bien loin des jeux de cour. [...] Ici, c'est des réalités qu'il s'agissait, de la chair vivante et souffrante de l'Afrique. Il fut question d'un Soudan désormais pris en otage par un régime islamique soutenu par Paris, du Togo où le général Eyadema, 27 ans de pouvoir, torture et fait disparaître ses opposants, d'un Zaïre livré aux mafias et, bien sûr, le Rwanda fut évoqué. [...] Concordants, émanant de MSF ou d'Africa Watch, les récits se sont bousculés et des témoins revenus du pays des morts ont fait éclater les mensonges officiels. »

Newsweek, Afrique : Conflit croissant de "sphères d'influence", 07/11/1994 (Michael ELLIOTT) : « [...] Pour les Anglais, l'"indépendance" de leurs anciennes colonies donna le signal d'une rupture claire ; pour les intellectuels de gauche anglais, le "néocolonialisme" - une tentative de continuer à contrôler l'économie et la politique des ex-colonies - était le péché capital. Pour la France, au contraire, l'"indépendance" fut l'occasion de réorienter sa relation avec l'Afrique dans des voies propices aux intérêts français, commerciaux et politiques. L'Afrique a été une source majeure de financement pour les partis politiques français, tandis que - au vif agacement des autres - les entreprises françaises du pétrole et des BTP ont prospéré en tissant un réseau d'échanges amicaux avec les pays francophones. À la différence des Britanniques, les Français ont été prompts à intervenir militairement en Afrique.

[...] *[Lors de la récente tournée africaine de l'émissaire US Strove Talbott] un Ghanéen exaspéré a demandé "quand [les francophones] rompent-ils leur alliance avec la puissance coloniale et en noueront-ils une avec leurs frères ?". Ce n'est pas de si tôt [...]. Sans impulsion de Paris [l'absence de progrès des alliances et marchés régionaux] continuera comme avant. "Nous n'allons pas nous laisser embarquer dans un conflit avec la France", dit Talbott. "Nous devons travailler ensemble." Un ambassadeur US avoue, sceptique : "Les Français n'aiment pas que nous jouions des muscles dans leur jardin". Pour les mêmes raisons, les Américains ont jadis protégé leur jardin en Amérique latine et aux Caraïbes. Le pouvoir de l'histoire et de la géographie garde vivantes les sphères d'influence. »*

[Les Africains, vivants eux aussi, ne partagent pas forcément cette vision de l'histoire].

La Croix, 06/11/1994 (François JANNE d'OTHÉE) : « Le révisionnisme est déjà à l'œuvre : Jan Van Erps, un ancien de MSF devenu sénateur CVP [*sociaux-chrétiens flamands*], voudrait réhabiliter les responsables du génocide. Lui-même ne parle pas de "génocide", seulement de "grand dérapage". »

*D'ici l'élection présidentielle, la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France publie chaque mois un **Dossier noir** (disponible à Survie - 20 F.). Le 7 décembre :*
Rwanda : depuis le 7 avril, la France choisit le camp du génocide.

Complicité de génocide ?*

La politique de la France au Rwanda
François-Xavier VERSCHAVE

Pourquoi et comment la France n'a-t-elle cessé d'accompagner, de soutenir et d'armer un régime raciste, en pleine dérive vers le génocide ? Comment la « patrie des droits de l'Homme » s'enferme-t-elle, au Rwanda, dans une politique de négation des crimes contre l'humanité, et de complicité avec leurs auteurs ? Comment ne tire-t-elle aucune leçon de cette tragédie et de ce déshonneur ? L'ouvrage suit pas à pas l'histoire de cet engrenage, et cherche à en identifier les ressorts.

*. La Découverte. Ce livre peut être commandé à Survie (89 F.)